ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 30 août 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux vacances d'emplois de l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 7 septembre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 30e augustus 1965 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vacatures van betrekkingen te begeven bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 7e september 1965 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Le projet tend, à la fois, à :

I. déterminer les modalités de la notification de la vacance de certains emplois de l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et à fixer la forme et le délai de présentation des candidatures à ces emplois;

II. étendre aux agents des grades du rang 13, la faculté d'être promus aux grades du rang 15 conformément à l'article 39 alinéa 2, de l arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964.

Il se recommanderait de faire apparaître plus nettement que le projet a un double objet. A cet effet, il y aurait lieu :

1° de modifier l'intitulé, qui ne mentionne qu'un seul des deux objets du projet;

2° de diviser le projet en sections. La section 1ère et la section 2 concerneraient respectivement le premier et le second objet indiqués ci-dessus.

+

B. On ne peut exclure l'hypothèse où il serait devenu impossible d'atteindre un agent par la poste ou même par le courrier diplomatique.

.../...

En raison de la variété des cas qui peuvent se présenter, il n'est pas possible d'établir des dispositions réglementaires qui suffiraient à écarter toute difficulté. Quelles que soient les règles fixées, il incombera à l'autorité administrative de les appliquer en respectant l'article 72, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Ainsi, s'il était devenu impossible d'atteindre par la poste ou par le courrier diplomatique un agent résidant dans une région troublée, il se recommanderait de le considérer comme candidat et d'examiner d'office ses titres. Cette solution se concilie avec l article 72, § 3, qui a pour portée véritable d'interdire de prendre en considération les titres d'un agent qui, informé de la vacance de l'emploi, n'a pas présenté sa candidature.

\+

\+ \+

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Observations concernant l'article ler.

Alinéa ler.

Le début de l'article ler, alinéa ler, du projet est rédigé comme suit :

> "En cas de vacance d'un emploi de l'administration centrale à combler par voie de changement de grade, de promotion ou par désignation en vue de remplir les fonctions, seuls les emplois réservés ou accessibles aux agents de la carrière de l'administration centrale font l'objet d'une notification. Celle-ci est adressée uniquement aux agents de la carrière de l'administration centrale".

.../...

La formule du projet indique de manière explicite que l'obligation de notifier les vacances d'emplois ne concerne pas les emplois de l'administration centrale réservés aux agents de la carrière du service extérieur, et qu'elle existe exclusivement au profit des agents de la carrière de l'administration centrale lorsqu'il s'agit d'emplois accessibles à la fois à ces agents et aux agents de la carrière du service extérieur.

Mais cette formule a l'inconvénient d'être compliquée, ce qui nuit à la clarté du texte. Pour traduire exactement les intentions du Gouvernement, il suffirait d'énoncer la règle positive selon laquelle "les vacances des emplois de l'administration centrale réservés ou accessibles aux agents de la carrière de l'administration centrale doivent être notifiées à ces agents". Telle est la formule que suggère le Conseil d'Etat. Elle implique que le projet n'impose pas à l'autorité administrative de notifier aux agents de la carrière du service extérieur, la vacance des emplois de l'administration centrale qui leur sont réservés ou qui leur sont accessibles. La formule présentée a l'avantage de laisser à cet égard une entière liberté à l'autorité administrative.

Alinéa 3.

Dans l'hypothèse où le pli contenant la lettre circulaire annonçant la vacance de l'emploi est envoyé par le courrier diplomatique, le texte du projet fait courir le délai d'introduction de la candidature "à partir du jour où le pli ... a été envoyé ... ".

.../...

Il serait plus logique et plus conforme aux règles généralement établies à cet égard, de fixer le point de départ du délai non à la date de l'envoi du pli, mais à la date de sa réception.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui tient compte des observations ci-dessus :

ARRETE ROYAL CONCERNANT L'ATTRIBUTION DE CERTAINS EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

....

...

Le préambule comme au projet, sauf à l'alinéa 5, où il y a lieu d'employer la formule suivante :

'Vu l'accord de Notre Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique;

...

Section 1ère. De la notification des vacances d'emplois.

Article 1er (article 1er, alinéa 1er, deux premières phrases du projet).

Les vacances des emplois de l'administration centrale réservés ou accessibles aux agents de la carrière de l'administration centrale doivent être notifiées à ces agents sous la forme déterminée ci-après.

.../...

Article 2 (article ler, alinéa ler, troisième phrase, et article ler, alinéa 2, du projet).

La vacance de l'emploi est notifiée par un ordre de service présenté pour être visé à chacun des agents susceptibles d'être nommés, qui, à cet effet, y appose sa signature en indiquant la date.

En outre, un exemplaire de l'ordre de service est envoyé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception aux agents qui sont temporairement éloignés du service pour quelque motif que ce soit.

Un exemplaire de l'ordre de service est également envoyé aux agents en fonctions à l'étranger, par le courrier diplomatique.

Article 3 (article ler, alinéa 3, du projet).

Sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature par lettre adressée au secrétaire général avant l'expiration d'un délai de vingt jours francs.

Le délai commence à courir, selon le cas, soit le jour où l'agent a visé l'ordre de service, soit le jour où le pli contenant cet ordre de service a été présenté par la poste au domicile de l'agent, soit le jour où le pli contenant cet ordre de service et envoyé par le courrier diplomatique a été reçu par l'agent.

La lettre de candidature doit être envoyée par pli recommandé à la poste. Toutefois la lettre de candidature des agents en fonctions à l'étranger est envoyée par le courrier diplomatique.

Il est accusé réception des lettres de candidature.

.../...

Section 2.- De la promotion aux grades du rang 15.

Article 4 (article 2 du projet).

Les agents de la carrière de l'administration centrale ayant un grade du rang 13 peuvent être promus aux grades du rang 15 conformément à l'article 39 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

Section 3.- Dispositions finales.

Article 5 (article 3 du projet).

Article 6 (article 4 du projet).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Het doel van het ontwerp is tweeërlei :

I. nadere regelen stellen voor de kennisgeving van de vacature van sommige betrekkingen bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, en bepalen in welke vorm en binnen welke termijn de desbetreffende kandidaturen moeten worden ingediend ;

II. ambtenaren met een graad van rang 13 mede in aanmerking doen komen voor bevordering tot een graad van rang 15, overeenkomstig artikel 39, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

Die tweeledigheid zou in het ontwerp duidelijker tot uiting moeten komen. Te dien einde

1° wijzige men het opschrift, dat slechts een van de genoemde onderwerpen vermeldt ;

2° splitse men het ontwerp in afdelingen. De eerste en de tweede afdeling zouden onderscheidenlijk aan het eerste en aan het tweede onderwerp worden gewijd.

+

.../...

B. Er mag niet worden voorbijgezien, dat het onmogelijk kan geworden zijn een ambtenaar over de post of zelfs met de diplomatieke koerier te bereiken.

Omdat zoveel verschillende gevallen zich kunnen voordoen, is het niet mogelijk verordeningsbepalingen vast te stellen die op alle moeilijkheden zijn berekend. Welke regelen ook worden vastgesteld, de administratieve overheid zal ze moeten toepassen met inachtneming van artikel 72, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964. Mocht een ambtenaar die verblijft in een streek waar het normale leven verstoord is, niet over de post of met de diplomatieke koerier kunnen worden bereikt, dan ware het geraden hem als gegadigde te beschouwen en zijn aanspraken ambtshalve te onderzoeken. Die oplossing is overeen te brengen met artikel 72, § 3, dat in werkelijkheid bedoelt te verbieden rekening te houden met de aanspraken van een ambtenaar aan wie van de vacature kennis is gegeven, maar die niet gesolliciteerd heeft.

\+

\+ \+

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opmerking bij artikel 1.

Eerste lid.

Het begin van artikel 1, eerste lid, van het ontwerp luidt als volgt :

.../...

"In geval van vacature van een betrekking bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, te vullen door verandering van graad, door bevordering of door aanwijzing tot het uitoefenen der functie, zijn enkel de betrekkingen, voorbehouden aan de ambtenaren van de carrière hoofdbestuur of die voor deze toegankelijk zijn, het voorwerp van een officiële kennisgeving. Deze wordt alleen gericht aan de ambtenaren van de carrière hoofdbestuur".

Deze tekst zegt uitdrukkelijk, dat de verplichting tot kennisgeving van de vacatures van betrekkingen niet slaat op de betrekkingen bij het hoofdbestuur waarvoor alleen ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst in aanmerking komen, en dat zij uitsluitend bestaat in het voordeel van de ambtenaren van de carrière hoofdbestuur, wanneer het gaat om betrekkingen die openstaan voor die ambtenaren en tevens voor ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst.

Maar de formulering is omslachtig en dat komt de duidelijkheid niet ten goede. Om de bedoeling van de Regering juist weer te geven, ware het voldoende de positieve regel te stellen, dat "vacatures van betrekkingen bij het hoofdbestuur die voorbehouden of toegankelijk zijn voor ambtenaren van de carrière hoofdbestuur, ter kennis van die ambtenaren moeten worden gebracht". De Raad van State geeft dan ook die formule in overweging. Zij houdt in dat het ontwerp aan de administratieve overheid geen verplichting oplegt om de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst kennis te geven van de vacature van betrekkingen bij het hoofdbestuur, die voor hen voorbehouden of toegankelijk zijn. De voorgestelde formule heeft het voordeel dat zij de administratieve overheid in dat opzicht volkomen vrij laat.

.../...

Derde lid.

Ingeval de aanschrijving waarin de vacature van de betrekking wordt aangekondigd, met de diplomatieke koerier wordt verzonden, doet de tekst van het ontwerp de termijn voor het indienen van de kandidatuur ingaan "de dag waarop de brief ... verstuurd is".

Het zou redelijker zijn, en beter stroken met de algemeen ter zake geldende regels, dat de termijn begint te lopen, niet de dag waarop de brief verzonden is, maar de dag dat de betrokkene hem ontvangt.

\+
\+ +

De Raad van State stelt de volgende tekst voor, waarin met het opgemerkte rekening is gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN SOMMIGE BETREKKINGEN BIJ HET HOOFDBESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL.

...

...

De aanhef zoals in het ontwerp, behalve het vijfde lid, dat als volgt moet worden gelezen :

Gelet op het akkoord van Onze Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt ;

...

.../...

Afdeling 1. Kennisgeving van de vacatures van betrekkingen.

Artikel 1 (artikel 1, eerste lid, eerste twee volzinnen van het ontwerp).

Vacatures van betrekkingen bij het hoofdbestuur die voorbehouden of toegankelijk zijn voor ambtenaren van de carrière hoofdbestuur, moeten ter kennis van die ambtenaren worden gebracht zoals hierna is bepaald.

Artikel 2 (artikel 1, eerste lid, derde volzin, en artikel 1, tweede lid, van het ontwerp).

De vacature van de betrekking wordt ter kennis gebracht door middel van een dienstorder die voor visum wordt voorgelegd aan ieder van de benoembare ambtenaren, die ze te dien einde dagtekent en tekent.

Bovendien wordt een exemplaar van de dienstorder bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst gezonden aan de ambtenaren die om enige reden tijdelijk uit de dienst afwezig zijn.

Ook wordt een exemplaar van de dienstorder, met de diplomatieke koerier, gezonden aan de ambtenaren met dienst in het buitenland.

Artikel 3 (artikel 1, derde lid, van het ontwerp).

Alleen de aanspraken van ambtenaren die gesolliciteerd hebben door middel van een brief, aan de secretaris-generaal gericht vóór het verstrijken van een termijn van twintig volle dagen, worden in aanmerking genomen.

.../...

De termijn gaat in, naar gelang van het geval, ofwel de dag waarop de ambtenaar de dienstorder heeft geviseerd, ofwel de dag waarop deze dienstorder door de post ter woonplaats van de ambtenaar is aangeboden, ofwel de dag waarop de ambtenaar deze met de diplomatieke koerier verzonden dienstorder heeft ontvangen.

De sollicitatie moet bij ter post aangetekende brief worden verzonden. De sollicitatiebrief van ambtenaren met dienst in het buitenland wordt echter met de diplomatieke koerier verzonden.

Van de sollicitatiebrieven wordt ontvangst bericht.

Afdeling 2. Bevordering tot graden van rang 15.

Artikel 4 (artikel 2 van het ontwerp).

Ambtenaren van de carrière hoofdbestuur met een graad van rang 13 kunnen tot graden van rang 15 worden bevorderd overeenkomstig artikel 39 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel.

Afdeling 3. Slotbepalingen.

Artikel 5 (artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 6 (artikel 4 van het ontwerp).

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

H. BUCH, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, staatsraden,

R. de RYKE, assesseurs de la section de législation,
W. VEROUGSTRAETE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.